

Renouvellement de la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale

**Mémoire à l'intention d'Affaires mondiales Canada
Universités Canada
Le 18 juillet 2023**



Table des matières

Introduction	3
La valeur des universités canadiennes	4
Numérisation	5
Anciennes étudiantes et anciens étudiants	6
Durabilité	7
Participation des Autochtones	8
Mobilité étudiante vers l'étranger	9
Agentes et agents en éducation	10
Marketing numérique	11
Diversification des marchés	12-13
Francophonie hors Québec	14
Bourses d'études	15
Partenariats internationaux en matière de recherche	16-17
Traitement des demandes de permis d'études et réputation du Canada sur la scène internationale	18
Conclusion	19
Appendix A	20

Introduction



Universités Canada est la porte-parole des universités canadiennes publiques et privées à but non lucratif au pays et à l'étranger. Ses 97 établissements membres se situent dans des collectivités de partout au pays. Ils accueillent 1,4 million d'étudiantes et étudiants et emploient plus de 400 000 personnes [1]. Par leurs activités d'enseignement, de recherche et d'engagement auprès des collectivités locales, les universités transforment des vies, renforcent leurs milieux et trouvent des solutions à certains des problèmes les plus urgents qui touchent le Canada et le monde.

Les universités canadiennes établissent continuellement des partenariats internationaux de nature multidimensionnelle et globale qui favorisent la mobilité bidirectionnelle des membres des corps étudiant et professoral, le renforcement des capacités, les programmes conjoints et la collaboration en matière de recherche. En outre, elles s'efforcent de diversifier leur population étudiante provenant de l'étranger pour assurer la viabilité des inscriptions et faire en sorte que leurs campus soient réellement diversifiés. Universités Canada mène une stratégie visant à récupérer et à

diversifier les marchés afin de renouveler les efforts de recrutement d'étudiantes et étudiants étrangers dans les marchés existants et d'élargir leur portée à de nouveaux pays.

Universités Canada appuie également les objectifs de ses membres en matière d'internationalisation. Au cours des trois dernières années, l'association a mené des travaux exploratoires dans des régions et des pays ciblés par les membres, notamment le Vietnam, les Philippines, la Colombie, le Maroc, le Sénégal, ainsi que des activités de plus longue date en Afrique subsaharienne. Pendant la pandémie, l'association a adapté ses activités sur la scène internationale en organisant des missions virtuelles et des tables rondes en ligne en compagnie de diplomates et de membres. Sa démarche consiste à rehausser l'image du Canada grâce à des missions de chefs d'établissement et des activités phares, comme les récentes missions virtuelles au Vietnam et au Maroc, la Conférence Canada-en-Asie à Singapour, et la mission en personne aux Philippines qui se tiendra en novembre 2023.

Afin d'établir les priorités pour la nouvelle Stratégie en matière d'éducation internationale énoncées dans le présent mémoire, Universités Canada a mené de vastes consultations en français et en anglais auprès de ses établissements membres. Elle a notamment organisé des groupes de discussion avec des responsables des relations gouvernementales et des liaisons internationales ainsi que des discussions individuelles avec des directions de départements, puis recueilli les commentaires d'universités canadiennes sous forme de mémoires. Ces consultations ont permis de constater que les universités souhaitent collaborer avec Affaires mondiales Canada (AMC) à des initiatives qui appuient la marque ÉduCanada, comme des activités axées sur la diversification des marchés, la collaboration en matière de recherche, la présence accrue de déléguées commerciales et délégués commerciaux à l'étranger, les engagements à l'égard du financement des programmes de mobilité et l'amélioration du traitement des demandes de permis d'études.

La valeur des universités canadiennes

Les étudiantes et étudiants universitaires venant de l'étranger sont un atout essentiel à la croissance de l'économie canadienne et au renforcement des collectivités. Plus de 40 milliards de dollars circulent au sein des établissements postsecondaires canadiens chaque année, ce qui génère une activité économique atteignant plus de 55 milliards de dollars. Près de 700 000 emplois sont attribuables à des dépenses engendrées directement et indirectement par les établissements [1]. Le Conference Board du Canada estime que les dépenses des étudiantes et étudiants à l'extérieur des campus pourraient procurer des avantages directs aux collectivités totalisant 17,5 milliards de dollars, et que les visites liées aux établissements postsecondaires génèrent des retombées économiques d'environ deux milliards de dollars [2].

Les étudiantes et étudiants étrangers contribuent grandement à combler les lacunes en matière de talents et à stimuler la compétitivité du Canada. En cette période de reprise et de croissance économique, les employeurs ont de la difficulté à trouver et à retenir les talents nécessaires comme jamais auparavant. Selon Statistique Canada, au cours des douze dernières années, les talents étrangers ont été à l'origine de 84 % de la croissance de la population active totale et de 55 % de la croissance observée dans les emplois hautement et moyennement spécialisés. Les revenus des personnes nouvellement arrivées au Canada sont plus élevés que jamais [3], tout comme les contributions sociales et économiques qu'elles apportent au pays. Statistique Canada rapporte que le tiers des étudiantes et étudiants étrangers arrivés au Canada à la fin des années 2000 et au début des années 2010 ont obtenu leur résidence permanente dans les dix années suivant leur arrivée [4].

Les universités canadiennes sont reconnues dans le monde entier pour la qualité de l'éducation qu'elles offrent et pour les contributions qu'elles apportent à la société. Elles sont parmi les mieux représentées aux 100 premiers rangs du classement Impact Rankings du Times Higher Education, qui mesure les contributions

des universités du monde entier aux objectifs de développement durable des Nations Unies [5].

En plus de leurs contributions essentielles en matière de talent et de recherche, les universités canadiennes et la population étudiante étrangère servent de piliers pour leurs collectivités. Les universités ont augmenté leur nombre d'inscriptions, mené à bien leur mission d'éducation, offert des milieux d'apprentissage sécuritaires et stimulé leurs économies locales. En outre, l'internationalisation leur permet d'accroître la diversité et la multiplicité des points de vue dans les collectivités à l'extérieur des centres urbains.

Bien que le Canada ait réalisé d'importants investissements au profit de la population étudiante et de la jeunesse, ils sont insuffisants pour permettre au pays de former la main-d'œuvre hautement qualifiée dont il a besoin pour faire concurrence sur la scène mondiale. L'économie canadienne pourrait connaître une croissance extraordinaire, mais la pénurie de talents qualifiés demeure parmi les plus grands obstacles au succès commercial du Canada. L'année qui vient de s'écouler a particulièrement accentué l'importance des talents étrangers, notamment dans le contexte de l'économie numérique, qui stimulera la croissance future du pays. On prévoit que les secteurs spécialisés et numériques, comme ceux des technologies propres, de la fabrication de pointe, de l'agroalimentaire, des médias numériques, des ressources propres, de la santé et de la biotechnologie connaîtront la croissance la plus rapide sur les plans économique et de l'emploi.

Même si le nombre de demandes de permis d'études reçues et traitées au cours des quelques dernières années a beaucoup augmenté, le milieu de l'éducation postsecondaire n'a pas connu cette même tendance. Bien que le taux d'inscription d'étudiantes et étudiants étrangers dans les universités augmente constamment d'environ 10 % par année, y compris à la suite de la pandémie, d'autres parties au sein du secteur connaissent des taux de croissance dépassant 20 %.

Recommandation : Pour que le Canada demeure concurrentiel dans la course mondiale aux talents, il faut créer un nombre accru de voies sûres et inclusives vers les études et l'emploi pour les étudiantes et étudiants ainsi que les talents en recherche venant de l'étranger. Les universités jouent un rôle clé pour y parvenir. Les programmes d'études au premier cycle, aux cycles supérieurs et au postdoctorat contribuent à former un bassin de talents solide, et les activités de recrutement à l'étranger que mènent les universités, de même que leurs installations de recherche de haut calibre attirent les esprits les plus brillants au pays.



Numérisation

Bien qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) travaille à moderniser et à numériser les programmes destinés aux étudiantes et étudiants étrangers, il reste beaucoup de travail à faire. Universités Canada a récemment demandé l'avis de ses membres au sujet des modifications temporaires apportées au Programme de permis de travail postdiplôme (PTPD) concernant le temps passé à étudier en ligne. Les universités ont souligné l'importance de maintenir un équilibre entre les cours en personne, qui facilitent l'intégration à la culture canadienne et la préparation au marché du travail, et les cours en ligne, dont la souplesse et l'accès attirent un nombre accru de personnes.

La majorité des établissements membres sont d'accord avec les mesures de facilitation visant l'apprentissage à distance et estiment que les étudiantes et étudiants étrangers devraient pouvoir continuer à étudier en ligne de manière permanente sans que cela nuise à leur admissibilité au PTPD. Afin de favoriser des horaires de cours souples, Universités Canada recommande que la mise en œuvre de ces mesures de facilitation soit prolongée. Elle recommande également que ces mesures soient revues en 2024 afin de faire en sorte qu'elles n'aient pas de conséquences imprévues compte tenu de la reprise de la plupart des cours en personne sur les campus.

Bon nombre de pays concurrents ont adopté un modèle d'apprentissage hybride semblable. L'Australie, par exemple, a mis en place des initiatives d'enseignement en ligne pour tenter de recruter les talents étrangers, notamment en offrant des programmes de permis de travail menant à l'obtention de la résidence permanente aux personnes qui étudient dans des domaines précis.

Anciennes étudiantes et anciens étudiants



AP Content Services via APF Canada

Les anciennes étudiantes et anciens étudiants d'universités canadiennes provenant de l'étranger jouent un rôle clé dans les efforts de recrutement du pays, notamment en assurant la liaison entre les établissements canadiens et les meilleurs talents étrangers. En faisant part de leurs expériences, les anciennes et anciens servent d'ambassadrices et ambassadeurs de leur alma mater et contribuent ainsi à forger la réputation des établissements canadiens à l'étranger. Il arrive même que les anciennes et anciens qui ont vécu de bonnes expériences aident à promouvoir leur établissement de manière officielle, par exemple en participant à des campagnes de marketing.

Par le passé, AMC et Universités Canada ont uni leurs efforts afin de tirer profit du réseau d'anciennes étudiantes et anciens étudiants universitaires du pays. La Conférence Canada-en-Asie de 2023, organisée conjointement par Universités Canada et la Fondation Asie-Pacifique du Canada, et commanditée par AMC, a réuni des anciennes et anciens d'universités canadiennes se trouvant en Asie ainsi que des chefs de file du gouvernement et des milieux universitaire et des affaires du Canada, de Singapour et d'ailleurs en Asie. Elle était axée sur l'amélioration du commerce et des

investissements, la sécurité alimentaire, la transition vers une énergie propre, les sociétés équitables et inclusives, l'enseignement supérieur et les changements climatiques. Au nombre des panélistes figuraient des chefs d'établissement, des leaders d'opinion ainsi que des agentes et agent de changement du secteur privé venant du Canada et de l'Asie qui ont fait part de leurs points de vue uniques sur les plans personnel et professionnel. Lors de la Conférence, qui a duré deux jours, plus de 585 personnes y ont discuté de la prochaine phase des relations du Canada avec l'Asie. De ce nombre, 330 personnes provenaient de 17 économies de l'Asie Pacifique et plus de 400 personnes étaient diplômées d'universités canadiennes. Le maintien de relations avec les anciennes étudiantes et anciens étudiants de l'étranger permet de tirer profit de l'internationalisation du système d'éducation par l'établissement de liens entre des chefs d'entreprise sur les marchés internationaux et des membres des milieux postsecondaires et des affaires au Canada. Il faut organiser un nombre accru d'activités de ce genre qui permettent d'établir des liens entre des anciennes et anciens et des chefs de file des milieux des affaires et de l'éducation.

Recommandation : La Conférence Canada-en-Asie de 2023, organisée conjointement par Universités Canada et la Fondation Asie-Pacifique du Canada, et commanditée par AMC, a ouvert des possibilités pour les étudiantes et étudiants canadiens se trouvant dans les pays de l'Asie du Sud-Est. Continuer d'organiser cette conférence à l'avenir et cibler d'autres occasions de mettre à profit les relations avec les anciennes et anciens permettra de poursuivre sur cette lancée. Universités Canada incite également AMC à tirer profit du réseau d'anciennes étudiantes et anciens étudiants pour renforcer l'image du Canada à l'étranger en appuyant les activités des établissements leur étant destinées ainsi qu'en travaillant avec des personnalités éminentes membres du réseau dans le cadre de la stratégie de marketing d'ÉduCanada.

Durabilité

Les universités jouent un rôle essentiel pour protéger la planète et lutter contre les changements climatiques. Par leurs activités de recherche de pointe, elles approfondissent les connaissances sur l'environnement, mettent au point de nouvelles technologies favorisant la durabilité et renforcent la résilience du pays aux phénomènes météorologiques extrêmes. Les universités forment également la prochaine génération de spécialistes du climat tout en travaillant à réduire leurs propres émissions. Plusieurs établissements mènent des travaux de recherche sur la durabilité en se servant de leurs propres campus comme objet d'étude.

En 2023, quinze universités canadiennes se sont classées parmi les 100 meilleures universités au monde pour leurs travaux contribuant aux objectifs de développement durable des Nations Unies. En outre, plus de 75 % des établissements membres d'Universités Canada ont adopté des stratégies de durabilité afin d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 [6]. Les universités de partout au pays tentent de réduire les déplacements dans la mesure du possible et d'atténuer les répercussions environnementales de ceux qu'elles ne peuvent éviter. La collaboration en matière de recherche et les expériences d'apprentissage internationales sont essentielles à l'avancement des connaissances et à la lutte contre les changements climatiques. Bon nombre d'universités mettent en place des politiques régissant les voyages afin de réduire les déplacements non essentiels en privilégiant de plus en plus les expériences internationales virtuelles et en sélectionnant les voyages permis en fonction de la qualité, de la durée et de la richesse de l'expérience. En outre, elles tentent de réduire l'incidence des déplacements en privilégiant des modes de transport durables et en achetant des compensations carbone. Par leurs activités de recherche, les universités jouent un rôle essentiel dans l'élaboration de solutions visant à atténuer les effets des changements climatiques et à s'y adapter. Elles permettent également à la population canadienne d'acquérir les compétences nécessaires pour réussir dans une économie verte.

Universités Canada appuie et amplifie les travaux de ses établissements membres par le biais de l'initiative Objectif carboneutralité des universités canadiennes. Dans le cadre de cette initiative, les universités canadiennes collaborent entre elles ainsi qu'avec d'autres membres du milieu postsecondaire à l'échelle internationale afin de mettre en commun des pratiques exemplaires, d'harmoniser leurs efforts et d'accroître leurs retombées en matière de durabilité. Elles travaillent également avec les collectivités, les entreprises et les gouvernants locaux à trouver des solutions à des problèmes concrets, ainsi qu'à atténuer les effets des changements climatiques qui se font ressentir dans les collectivités de partout au pays et à y trouver des mesures d'adaptation.

Recommandation : Universités Canada incite AMC à collaborer avec le secteur universitaire afin de répondre aux problèmes de durabilité et de cerner les pratiques exemplaires en la matière. Les universités canadiennes sont depuis longtemps des chefs de file en matière de durabilité et sont déterminées à aider le pays à atteindre ses cibles climatiques. Afin de pouvoir évaluer plus justement la réussite d'activités, l'association incite donc AMC à élargir les indicateurs de rendement clés utilisés dans le cadre d'une évaluation de l'impact environnemental, comme l'atteinte des objectifs de développement durable et la prise de mesures visant la carboneutralité. Les universités canadiennes cherchent de plus en plus à établir des partenariats durables et à long terme qui permettront de créer des relations avec des parties prenantes et des établissements situés dans divers marchés clés, et AMC peut appuyer leurs efforts en favorisant l'établissement de partenariats à long terme en matière de durabilité.

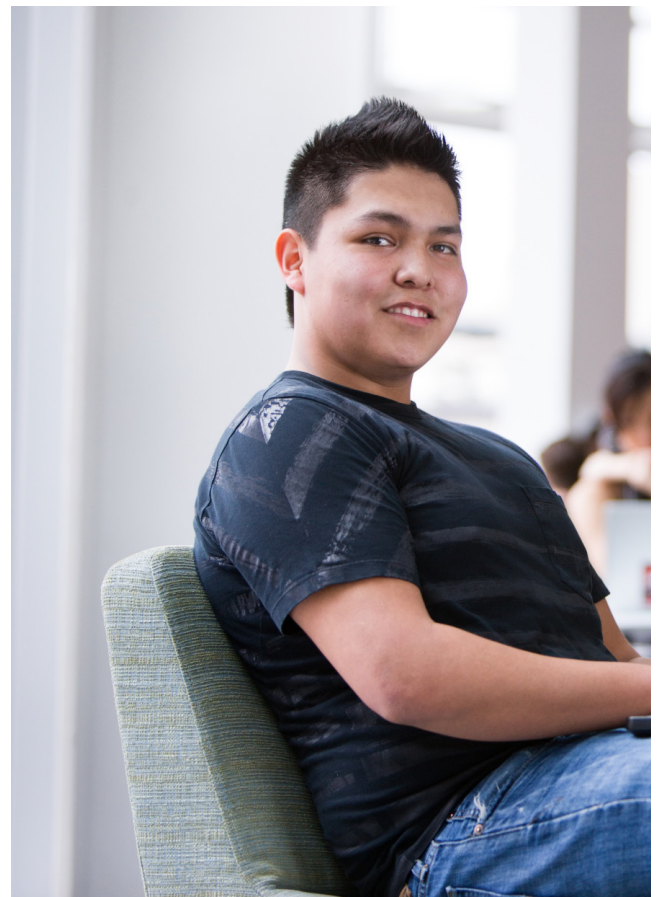
Participation des Autochtones

Les universités contribuent à faire progresser la vérité et la réconciliation en revitalisant les langues autochtones, en assurant une représentation autochtone au sein des structures de gouvernance ainsi qu'en faisant place aux savoirs et aux cultures autochtones sur les campus. Pourtant, les personnes autochtones qui tentent d'accéder à une éducation internationale se heurtent à des obstacles additionnels. Multiplier les occasions pour les étudiantes et étudiants autochtones d'étudier ou de travailler à l'étranger est essentiel à la réconciliation.

Grâce à des programmes axés sur les points de vue, les savoirs et les histoires autochtones, les universités canadiennes exposent les étudiantes et étudiants étrangers aux cultures des Premières Nations afin d'en favoriser leur compréhension et leur appréciation. Par exemple, la University of Prince Edward Island a intégré à tous ses programmes de premier cycle un cours obligatoire sur les enseignements autochtones qui traite du colonialisme, des pensionnats, du système des réserves, des traumatismes intergénérationnels, de la résilience et des mesures visant à s'opposer au racisme contre les personnes autochtones.

« Ce programme rend aux personnes autochtones leur dignité en enseignant leur histoire. On en sait maintenant davantage sur le processus de colonisation, l'interdiction de tenir des cérémonies pendant plusieurs années... Au Québec, plusieurs communautés autochtones parlent encore leurs langues, et il faut collaborer avec elles. » *Eva Ottawa, ancienne grande chef de la nation Atikamekw et professeure de droit à l'Université d'Ottawa, 2022*

Recommandation : Les universités canadiennes continuent d'améliorer l'éducation autochtone offerte aux étudiantes et étudiants étrangers et contribuent à favoriser la compréhension, l'acceptation et l'établissement de relations entre les cultures. Le financement continu de la mobilité vers l'étranger des étudiantes et étudiants autochtones par le biais du programme Expérience compétences mondiales (en date du 31 mars 2023, 433 des personnes participantes s'identifiaient comme étant autochtones) et l'accès des étudiantes et étudiants étrangers à une éducation axée sur les questions autochtones permettra le maintien de ces relations.





Mobilité étudiante vers l'étranger

Le programme Expérience compétences mondiales (ECM) est le programme pilote de mobilité étudiante vers l'étranger du gouvernement du Canada. Il est financé par Emploi et Développement social Canada et administré par Universités Canada et Collèges et instituts Canada. Le programme ECM permet à des étudiantes et étudiants canadiens issus de groupes sous-représentés de voyager à l'étranger afin d'acquérir des compétences essentielles qui leur permettront de réussir dans un contexte de plus en plus mondialisé. Le programme vise à aider les établissements postsecondaires à accroître la participation de jeunes Canadiennes et Canadiens, particulièrement celles et ceux issus de groupes sous-représentés, à des expériences d'apprentissage international offertes au pays et à l'étranger.

À la mi-mai, près de 5 000 étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire avaient participé au programme, parmi lesquels 75 % s'identifiaient comme faisant partie d'au moins un groupe sous-représenté et 78 % avaient pris part à des expériences dans des destinations non traditionnelles [8]. À l'heure actuelle, 147 projets de mobilité sont menés dans 113 établissements postsecondaires. En mars 2023, les participantes et participants au programme ont rapporté une amélioration de leurs compétences interculturelles (87 %), de leur capacité d'adaptation (85 %), de leurs habiletés de communication (81 %) et de leur confiance en soi (79 %) [9].

Recommandation : Universités Canada incite IRCC et AMC à continuer d'offrir de nouvelles possibilités aux étudiantes et étudiants du Canada par l'entremise du programme ECM. AMC peut appuyer le programme en multipliant les accords sur la mobilité des jeunes qui permettront à un nombre accru d'étudiantes et étudiants autochtones et issus de groupes sous-représentés de vivre des expériences à l'étranger. Les personnes qui participent au programme ECM acquièrent des compétences et tissent des liens à l'étranger, ce qui améliore les relations, le commerce et la collaboration entre les pays et rehausse la réputation du Canada sur la scène internationale.

Agentes et agents en éducation

Les agentes et agents en éducation font partie intégrante du milieu de l'éducation internationale. Les politiques qui les régissent sont propres à chaque établissement et varient souvent en fonction du pays concerné. Les agentes et agents titulaires d'un permis peuvent offrir de précieux services aux étudiantes et étudiants, y compris des conseils sur des questions liées à l'immigration et à l'obtention d'un permis d'études. En outre, plusieurs agences offrent du soutien pour communiquer avec des établissements potentiels et trouver du logement, et certaines d'entre elles offrent même des services à l'arrivée au Canada en plus de ceux offerts par les établissements. Bon nombre d'établissements n'ont pas recours à des agentes et agents, mais les établissements de petite taille situés en région rurale et ayant des ressources internes limitées se fient sur ces personnes pour les représenter à l'étranger.

Bien qu'Universités Canada est d'accord avec l'idée d'attirer l'attention sur les agentes et agents malveillants et les agences fantômes, elle préconise l'adoption d'une démarche prudente quant à l'élaboration de politiques qui tiennent compte des différents degrés d'internationalisation des établissements canadiens et des défis auxquels ils font face, de sorte à ne pas porter atteinte à l'autonomie institutionnelle. Plusieurs établissements ont mis en place des politiques rigoureuses en matière d'agentes et d'agents, orientées par des dizaines d'années d'expérience de recrutement à l'étranger. Universités Canada a discuté avec le personnel du Collège des consultants en immigration et en citoyenneté, l'autorité canadienne qui délivre les permis d'exercice, de la possibilité de créer un programme de formation expressément pour les agentes et agents en éducation afin de rehausser la barre en matière de services et de fournir aux étudiantes et étudiants les bons renseignements.

Bien que les agrégateurs d'agentes et d'agents en éducation posent un risque accru, Universités Canada recommande de les intégrer à la solution étant donné leur rôle important dans le recrutement d'étudiantes et



étudiants étrangers. Ces derniers disposent de ressources et de réseaux par le biais desquels les établissements peuvent offrir de la formation et transmettre du contenu éducatif afin d'améliorer les services offerts par les agentes et agents. Les agrégateurs d'agentes et d'agents et les technologies éducatives en général peuvent appuyer la mise en place de politiques robustes visant à faire en sorte que l'information transmise quant à l'éducation et l'immigration au Canada soit fiable et transparente.

Recommandation : Universités Canada propose de collaborer étroitement avec AMC afin d'assurer la protection des étudiantes et étudiants étrangers contre les agentes et agents frauduleux tout en faisant en sorte que les agences professionnelles titulaires de permis puissent représenter les établissements canadiens à l'étranger. Il faut reconnaître le savoir-faire des universités pour former et assurer le suivi des agentes et agents en éducation et s'en servir comme pratique exemplaire.

Marketing numérique



En plus du site Web d'ÉduCanada, une autre ressource fiable pour le marketing numérique est le site www.etudesuniversitaires.ca, un répertoire en ligne bilingue de 97 universités canadiennes mis à jour régulièrement par Universités Canada depuis de nombreuses années. Avant la pandémie, une version imprimée du répertoire était envoyée aux ambassades du monde entier. Afin de faciliter l'accès au répertoire et de faire en sorte que l'information qu'il contient soit à jour, il est maintenant disponible en ligne seulement. Le site Web se classe constamment au premier rang dans les pages de résultats de recherche. Il est consulté par près d'un million de personnes chaque année, 75 % desquelles habitent à l'étranger [10].

Le répertoire permet de trouver de l'information sur les universités en fonction de leur nom ou de la province où elles se situent, ainsi que de trouver des programmes d'études particuliers. Il est mis à jour annuellement en collaboration avec les universités et présente des renseignements sur l'emplacement, les inscriptions, les frais de scolarité, de même que le logement, et comprend des liens vers les pages Web des établissements se rapportant aux bourses d'études, aux ressources pour étudiantes et étudiants étrangers et aux processus de demande d'admission. Universités Canada souhaite établir des partenariats en vue d'agrandir le site pour y inclure de l'information sur les bourses d'études offertes au Canada, des nouvelles du milieu et des ressources visant à appuyer la réussite des étudiantes et étudiants tout au long de leur parcours universitaire.

Recommandation : Bien que le site etudesuniversitaires.ca soit consulté par un grand nombre d'étudiantes et étudiants étrangers potentiels, le secteur peut davantage en tirer parti et l'utiliser à titre d'outil promotionnel et d'information. En outre, promouvoir le site Web d'ÉduCanada sur le site etudesuniversitaires.ca et vice-versa serait avantageux pour les efforts de marketing numérique d'AMC. Afin d'aider le Service des délégués commerciaux à mieux comprendre le large éventail de programmes offerts dans les universités de partout au pays, Universités Canada est disposée à présenter à AMC les manières dont le répertoire peut être utilisé pour permettre au personnel nouvellement embauché de se familiariser avec le dossier de l'éducation.

Diversification des marchés

Afin d'appuyer la Stratégie en matière d'éducation internationale 2019-2024, Universités Canada a mis en place sa propre stratégie visant à diversifier et à récupérer les marchés. Celle-ci vise à soutenir les établissements membres de l'association dans leurs efforts de diversification des marchés de recrutement d'étudiantes et étudiants étrangers afin d'atténuer les risques d'une dépendance excessive à l'égard de certains marchés. Les universités reconnaissent l'importance des étudiantes et étudiants étrangers pour les plans ambitieux du Canada en matière d'immigration et estiment qu'il est essentiel de poursuivre cette stratégie. Afin d'atteindre les objectifs souhaités, il est nécessaire d'attirer les meilleurs talents, non seulement ceux des principaux pays de provenance comme la Chine et l'Inde, mais du monde entier. Dans le cadre de cette stratégie, Universités Canada a incité ses membres à participer à des activités et des missions existantes à l'échelle internationale et à en organiser de nouvelles afin de renforcer les liens entre les universités canadiennes et de possibles partenaires, et ainsi favoriser la diversification des marchés.

Il est important de faire valoir les universités canadiennes en tant que partenaires de grande qualité en matière d'enseignement supérieur et de recherche qui privilégient la réciprocité, la durabilité, l'équité et la diversité.

Certains des marchés prioritaires ciblés par la stratégie d'Universités Canada comprennent le Vietnam, les Philippines, la Colombie, le Maroc et l'Afrique subsaharienne. Universités Canada a organisé des missions virtuelles au Vietnam en novembre 2021 et au Maroc en mai 2022, et planifie actuellement une mission des chefs d'établissement en personne aux Philippines en novembre 2023. Elle envisage également d'organiser des activités en personne avec des partenaires de la Colombie et du Maroc.

Plus de la moitié de la population étudiante étrangère fréquentant des universités du pays provient de la Chine, de la France et de l'Inde. Les établissements ont

toutefois indiqué travailler activement à diversifier et à élargir leur population étudiante étrangère en menant des activités de recrutement en Afrique (82 %), en Asie du Sud-Est (54 %) et en Amérique latine (53 %) [11].

Malgré le vif intérêt des universités canadiennes pour la région, certains des plus importants marchés émergents d'Afrique affichent de très faibles taux d'approbation de demandes de permis d'études [12]. Par exemple, en 2019, les taux d'approbation des demandes de permis pour les étudiantes et étudiants au premier cycle venant du Nigeria et du Sénégal étaient tous deux de 20 %, et de 55 % pour celles et ceux venant du Maroc. Les universités canadiennes prennent le temps d'examiner toutes les demandes avant d'envoyer des lettres d'acceptation. Un taux d'approbation élevé des demandes de permis d'études découle généralement de cette diligence raisonnable. En moyenne, les principaux pays de provenance affichent habituellement un taux d'approbation de 80 % pour les demandes de permis d'études universitaires émis par IRCC, et certains pays affichent même un taux de 95 %. Les taux de refus pour les demandes de permis d'études provenant des pays d'Afrique sont donc particulièrement remarquables.

Chaque année, 13 % des étudiantes et étudiants étrangers inscrits dans les universités canadiennes viennent d'Afrique. Les plus récentes données de Statistique Canada révèlent qu'en 2020-2021, plus de 29 000 personnes venant d'Afrique ont fréquenté une université canadienne [13]. Malgré tout, certains des principaux pays africains de provenance des étudiantes et étudiants étrangers dans les universités canadiennes obtiennent un taux d'approbation de permis d'études inférieur, en particulier pour les demandes d'admission au baccalauréat, mais aussi à la maîtrise. Les taux d'approbation des demandes de permis pour les personnes venant d'Afrique sont à la baisse. En 2018, 63 % des demandes de permis d'études présentées par des personnes du Gabon souhaitant poursuivre des études de premier cycle au Canada ont été approuvées, mais ce chiffre a chuté à 50 % en 2021. Le taux

d'approbation des demandes de permis d'études pour les personnes du Ghana souhaitant s'inscrire à un programme de maîtrise au Canada est passé de 44 % en 2019 à 25 % en 2021 [14]. Dans d'autres marchés, comme le Kenya et le Nigeria, on observe également des taux d'approbation des demandes de permis exceptionnellement faibles.

Les établissements membres d'Universités Canada ont également souligné que les délais de traitement des demandes de permis d'études provenant de ces marchés sont nettement supérieurs à ceux de pays concurrents. En moyenne, le délai de traitement d'une demande de permis d'études présentée par une étudiante ou un étudiant étranger est de deux à trois mois au Canada, comparativement à un mois aux États-Unis. Les universités publiques rapportent que les longs délais de traitement constituent l'un des principaux facteurs faisant perdre du terrain au Canada dans la course mondiale aux talents.

Ce problème s'observe tout particulièrement dans le contexte du recrutement en Afrique.

« Lorsqu'il est comparé aux dix principaux pays, le Nigeria fait exception. Cette tendance à la baisse du taux d'approbation des demandes de permis aura un effet négatif sur la réputation du Canada comme destination prisée pour les études... Les étudiantes et étudiants du Nigeria le considèrent désormais comme un choix de dernier recours pour y poursuivre leurs études secondaires, postsecondaires et aux cycles supérieurs, et ce, malgré la bonne réputation de son système d'éducation. » Gideon Christian, président de l'Initiative des universitaires d'Afrique, 2022

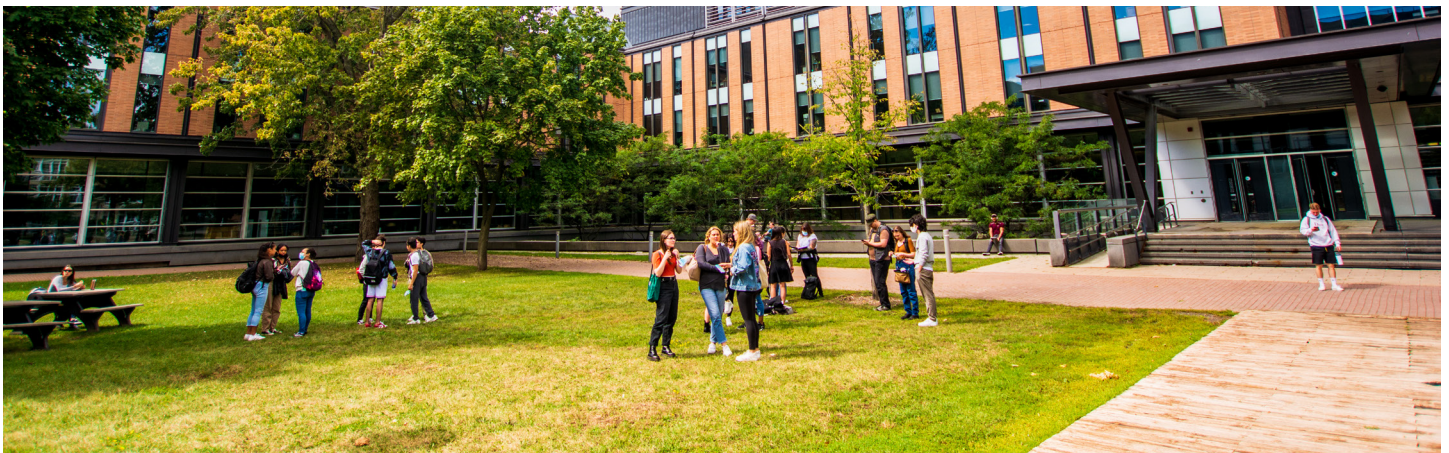
Les établissements du Québec se heurtent à d'importants obstacles en ce qui concerne le recrutement d'étudiantes et étudiants francophones, particulièrement en provenance de pays francophones d'Afrique de l'Ouest. En plus de la difficulté de devoir obtenir deux permis d'études, les étudiantes et étudiants étrangers qui souhaitent se rendre au Québec voient leurs demandes être évaluées par différentes instances selon leurs pays d'origine, ce qui engendre une disparité dans leur traitement. En effet, les demandes sont évaluées par les établissements québécois pour l'admission dans un programme d'études, par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour remplir les exigences du gouvernement de la Coalition avenir Québec, et par IRCC pour l'approbation du permis d'études.

Le nombre de demandes de permis d'études qui font l'objet d'un refus par IRCC après avoir été acceptées par un établissement d'enseignement et le gouvernement du Québec a considérablement augmenté au cours des dernières années. Par conséquent, en 2021, 47 % des étudiantes et étudiants admis à une université québécoise ont vu leur demande refusée par le gouvernement fédéral, et le taux de refus des demandes de personnes originaires d'Afrique était de 72 % [15]. Même si le nombre de demandes a également augmenté dans d'autres provinces canadiennes, le Québec enregistre en moyenne davantage de refus que l'Ontario et la Colombie-Britannique.

Les incohérences entre les critères administratifs régissant l'octroi de permis d'études et les initiatives visant à attirer les étudiantes et étudiants étrangers pourraient réduire l'incidence des investissements à cet égard. Des personnes ayant été admises dans des universités québécoises en fonction de leur mérite scolaire et qui répondent aux exigences provinciales se voient refuser un permis d'études. Si cette tendance se poursuit, elle risque de nuire à la réputation du Québec en tant que destination d'études et de prolonger les délais.

Recommandation : La mise en place de bureaux du Service des délégués commerciaux consacrés à l'éducation dans des pays spécifiques offrirait un bon point de contact aux établissements qui souhaitent entrer en relation avec des parties prenantes dans ces régions et permettrait au Canada de tirer parti du désir grandissant d'étudier en français. En outre, la nomination d'une ou un commissaire à l'éducation serait avantageuse pour les universités qui ne sont pas en mesure d'envoyer leurs propres responsables du recrutement sur place ainsi que pour limiter le recours à des agentes et agents en éducation. Ces mesures contribueraient à l'atteinte de l'objectif du Canada visant à diversifier les destinations d'études au pays. En outre, le gouvernement doit poursuivre sa collaboration avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration et d'autres organismes du Québec pour veiller à la stabilité du recrutement et du développement des marchés.

Francophonie hors Québec



Selon une étude parlementaire menée récemment par le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, le marché africain est essentiel à la réalisation des objectifs en matière d'immigration francophone du gouvernement. C'est le cas tout particulièrement pour ce qui est des personnes francophones qui étudient hors Québec. Selon Statistique Canada, plus de 20 % des francophones venant de l'étranger qui poursuivent des études universitaires à l'extérieur du Québec ont présenté une demande de résidence permanente. Bon nombre de ces demandes provenaient de gens originaires de France, puis d'Afrique.

L'Amérique latine et l'Amérique du Sud sont également des sources de plus en plus importantes d'étudiantes et étudiants étrangers d'expression française en raison de l'intérêt croissant pour cette langue. Au cours de la dernière année, la France a connu une hausse de 14 % d'étudiantes et étudiants venant de l'Amérique latine et des Caraïbes, et de 4 % de celles et ceux venant de l'Amérique du Sud. Bien que l'anglais demeure la langue seconde la plus choisie pour faire des études dans la région, le français gagne en popularité. En 2007, 9 % des gens de l'Amérique latine ont fait des études à l'étranger dans un programme de langue française. En 2021, ce taux avait grimpé à 23 % [17].

Recommandation : Afin de répondre aux objectifs de recrutement visant les étudiantes et étudiants d'Afrique, le Canada doit continuer à financer et à élargir ses programmes leur étant destinés, y compris le Volet direct pour les études pour les personnes venant du Maroc et du Sénégal, et le programme Nigerian Student Express pour celles du Nigeria.

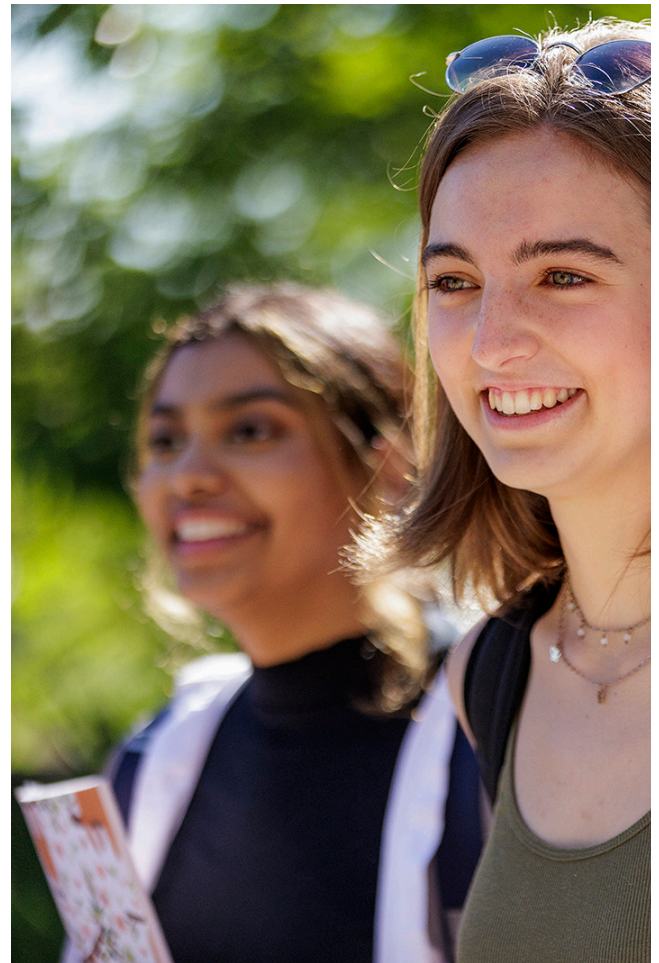
« On ne saurait trop insister sur l'importance d'avoir des étudiantes et étudiants étrangers francophones. Le poids de l'Afrique dans la Francophonie est attribuable au fait que la proportion de francophones dans le monde habitant en Afrique subsaharienne pourrait passer de 44 à 85 % d'ici 2050. Même si les ressortissantes et ressortissants du continent africain peuvent jouer un rôle dans la pérennité de communautés francophones au Québec et dans le reste du Canada, les étudiantes et étudiants originaires d'Afrique ont beaucoup de difficulté à venir étudier au pays, et pourraient être tentés d'aller ailleurs, comme en France, qui livre une forte concurrence au Canada pour attirer des étudiantes et étudiants francophones, car ce pays jouit d'une image de marque très puissante, en plus de ses racines historiques. » Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, 2022

Bourses d'études

Universités Canada et AMC ont collaboré à la mise en place de plusieurs programmes de bourses d'études fructueux, y compris le programme Bourses canadiennes de développement international 2030 (BCDI 2030). Ce dernier favorise la réussite socioéconomique d'hommes et particulièrement de femmes provenant de 26 pays admissibles du Commonwealth et de la Francophonie, ainsi que d'autres petits États insulaires en développement. Le programme BCDI 2030 comprend deux volets, soit un programme de bourses pour les études au Canada, puis des possibilités de formation adaptées aux besoins des pays partenaires. Il vise à offrir un accès inclusif et équitable à un éventail de programmes d'enseignement supérieur ou de formation professionnelle ou technique dans six domaines clés, soit les STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques), l'intelligence artificielle, l'économie verte, l'action climatique, les sciences de la santé et la gouvernance.

Pendant ses huit années d'exécution (2022-2030), plus de 7 000 personnes bénéficieront directement du programme, 51 % étant des femmes, et 90 % de son financement total sera destiné à des pays de l'Afrique subsaharienne [18]. Le programme BCDI 2030 soutient ainsi la Politique d'aide internationale féministe du Canada dans les domaines de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles, de la dignité humaine, de la croissance au service de tous, ainsi que de l'environnement et de l'action pour le climat. Universités Canada, en partenariat avec Collèges et Instituts Canada, est bien placée pour administrer cet important programme de bourses d'études.

L'association a démontré sa capacité à concevoir et à mettre en œuvre un programme unique en son genre et incite donc AMC à reconnaître la valeur de confier l'administration de programmes individuels aux organisations appropriées plutôt que de les regrouper.



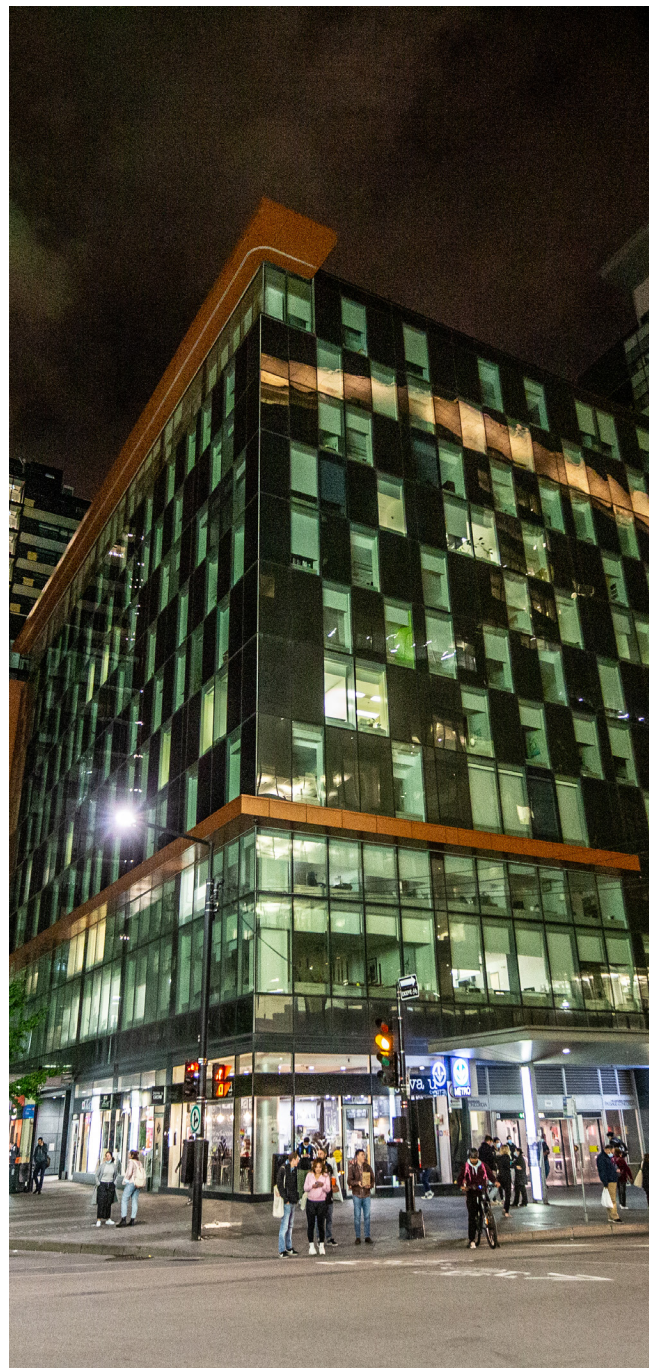
Recommandation : AMC devrait continuer à favoriser la réussite et la diversité d'importants programmes de bourses d'études en les confiant aux fournisseurs de services les mieux placés pour répondre aux besoins uniques de chacun plutôt que de les consolider et les centraliser. Les organisations responsables pourraient ainsi mettre leurs forces à profit pour adapter les programmes en fonction des possibilités et des besoins changeants.

Partenariats internationaux en matière de recherche

La recherche de classe mondiale transcende les frontières. Les équipes de recherche du monde entier travaillent à la fois les unes avec les autres, mais également en concurrence, créant ainsi une tension productive qui mène à des percées et à des innovations. Que ce soit pour accéder à de l'équipement spécialisé, développer des idées novatrices ou tirer profit de nouvelles sources de financement, les chercheuses et chercheurs créent des liens avec leurs homologues de partout au monde et améliorent ainsi leurs travaux. Universités Canada a consulté des établissements de partout au pays au sujet de l'internationalisation de la recherche, et 83 % d'entre eux ont indiqué que le manque de possibilités de financement pour la recherche consiste le principal obstacle à la collaboration internationale [19].

La recherche stimule le développement et crée des emplois tout en donnant lieu à des innovations liées à de nombreux enjeux des plus pressants, comme les changements climatiques et le développement durable. En outre, la recherche en sciences sociales fournit à la société les outils nécessaires pour aborder des problèmes comme les inégalités, la désinformation et la détérioration de la santé mentale. Il faut également consentir des investissements dans la recherche afin d'appuyer les groupes dignes d'équité, notamment en favorisant les partenariats en recherche nord-sud. Tous les grands enjeux sociétaux bénéficient d'une perspective globale et de multiples points de vue internationaux.

Par exemple, les partenariats qu'entretiennent les Instituts de recherche en santé du Canada avec les universités du pays ont permis aux membres du milieu de la recherche canadien de collaborer avec leurs homologues du monde entier par l'entremise de l'Alliance mondiale contre les maladies chroniques. Les parties prenantes du milieu ont affirmé l'importance cruciale de ce programme pour la participation du Canada aux efforts internationaux contre la COVID-19, particulièrement dans les pays à faible et à moyen revenu.





« Les investissements à long terme dans la recherche universitaire ont été déterminants pour le succès dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. Les vaccins et les autres outils essentiels pour lutter contre la pandémie sont le fruit de décennies de travaux de recherche axée sur la découverte, ce qui montre l'intérêt stratégique de repousser les frontières du savoir. C'est pourquoi plusieurs de nos partenaires et concurrents étrangers profitent de la conjoncture pour bâtir un consensus touchant les investissements à grande échelle dans leurs écosystèmes de recherche. » (Mémoire d'Universités Canada en vue du budget de 2022)

Il existe également des possibilités d'accroître la participation des personnes autochtones aux partenariats internationaux en matière de recherche. Le projet Memory Keepers [20], par exemple, mené en collaboration entre des universitaires autochtones du Canada et de la Faculté de médecine de l'Université du Minnesota, vise à étudier la progression de la démence et ses répercussions sur les communautés autochtones et leurs traditions orales. Les travaux de recherche sont axés sur la maladie d'Alzheimer et les démences connexes, de même que l'adaptation culturelle des ressources sur la santé cérébrale, des soins cliniques et des modèles de prestation de soins. D'autres membres du corps professoral et des équipes de recherche de l'Université du Minnesota se basent également sur leurs connaissances en sciences biomédicales et sociales pour étudier les disparités chez les personnes atteintes de démence au cours de leur vie et au fil de l'évolution de la maladie.

Les pays comparables au Canada reconnaissent les débouchés des investissements en recherche et ont pris d'importants nouveaux engagements pour augmenter le soutien à cet égard. Aux États-Unis, la CHIPS and Science Act, qui vise à créer des incitatifs utiles pour la fabrication de semi-conducteurs, prévoit de nouveaux investissements totalisant plus de 200 milliards de dollars américains dans la recherche fondamentale et la collaboration internationale. À défaut de faire preuve d'une ambition semblable, le Canada risque de prendre du retard dans la course aux partenariats internationaux en matière de recherche.

Recommandation : Une stratégie exhaustive en matière d'éducation internationale doit tenir compte du rôle de la collaboration internationale en matière de recherche. Pour combler les lacunes du Canada en matière de talents, il importe de souligner l'importance d'attirer des membres du corps professoral et du milieu de la recherche en rehaussant la réputation du Canada par le biais de partenariats. Les partenariats internationaux en matière de recherche mettent en valeur les capacités de leadership et d'innovation des chercheuses et chercheurs du Canada qui participent à des programmes et initiatives d'importance attirant des investissements de sources uniques ou multiples. Il faut poursuivre les efforts pour offrir aux chercheuses et chercheurs du Canada des possibilités d'accéder à une expertise, à des installations et à des technologies de pointe, de même qu'à des collectivités et à des environnements uniques. S'il ne saisit pas l'occasion de consentir et de maintenir un financement consacré aux partenariats de recherche internationaux, le Canada pourrait perdre du terrain.

Traitement des demandes de permis d'études et réputation du Canada sur la scène internationale

Les longs délais de traitement des demandes de permis d'études ont une incidence négative sur la réputation du Canada en tant que destination de choix pour les talents étrangers et auront des conséquences à long terme sur sa capacité de recrutement. Ils pourraient également nuire à la marque ÉduCanada de manière permanente. L'Union européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis ont fait des efforts concertés pour accroître leurs parts du marché d'étudiantes et étudiants étrangers dès la réouverture des frontières internationales en publiant chacun un plan renouvelé en matière d'éducation internationale pendant la pandémie. Depuis 2022, le Royaume-Uni traite 80 % des demandes de permis d'études dans un délai de cinq jours, et l'autre 20 %, de seize jours. Les États-Unis et l'Australie devancent aussi nettement le Canada en matière de délais de traitements, atteignant une moyenne de quatorze et de quinze jours respectivement. En comparaison, la moyenne du Canada est de 42 jours. Cette différence a une incidence importante sur la réputation du Canada sur la scène internationale, et en conséquence, plusieurs personnes choisissent d'étudier ailleurs plutôt que de courir le risque de ne pas pouvoir commencer leurs études en temps opportun.

À l'échelle internationale, les universités sont reconnues comme étant des expertes sur le plan des programmes d'études de haute qualité et des compétences linguistiques. Les demandes d'admission à l'université constituent souvent la première étape du processus d'immigration, et les universités choisissent avec grand soin les personnes qu'elles admettent, qui représentent environ la moitié de celles ayant présenté une demande. Le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Australie ont réduit leurs délais de traitement de demandes de permis d'études et amélioré leur réputation en tant que destination d'études en admettant les universités à titre de partenaires de confiance dans leurs systèmes de traitement des demandes de permis d'études. Les universités sont bien placées pour confirmer les compétences scolaires et linguistiques des candidates et candidats ainsi que leur compatibilité avec les programmes d'études, et devraient être reconnues comme étant des partenaires de confiance dans le cadre du processus d'immigration.

Recommandation : La création d'un cadre pour les établissements dignes de confiance dégagerait les agentes et agents des visas de l'obligation de vérifier le respect des exigences relatives à la langue ou au programme, évitant ainsi le dédoublement du travail dans le cadre du processus d'évaluation des demandes de permis d'études. Lorsqu'il est question d'établissements ayant fait leurs preuves, éliminer le dédoublement des efforts libérera des ressources pouvant être affectées au traitement de demandes complexes, ce qui permettra ainsi de réduire les délais de traitements afin qu'ils soient comparables à ceux de pays concurrents. Le traitement rapide et efficace des demandes de permis d'études est essentiel pour que le Canada puisse continuer d'attirer les talents du monde entier.



Conclusion



Sur le plan de l'éducation internationale, AMC doit positionner le Canada comme un pays qui accorde de l'importance à la réciprocité, la durabilité, l'équité, la diversité et l'inclusion. En outre, pour évaluer la réussite de l'éducation internationale, il ne faut plus se fier qu'aux indicateurs traditionnels. AMC devra plutôt adopter une démarche équilibrée qui tient compte de la réciprocité et vise la mise en place de partenariats à long terme avec des pays présentant un intérêt stratégique à la fois pour le gouvernement canadien et les établissements d'enseignement supérieur. Les accords de réciprocité et la collaboration internationale en matière de recherche doivent servir à des fins autres que le recrutement, et il faut que la mise en commun des connaissances, l'innovation et la collaboration internationale soient au cœur de cette démarche.

La collaboration internationale joue un rôle essentiel dans l'internationalisation de bon nombre d'établissements canadiens. Afin de faire progresser l'éducation internationale et d'être un chef de file sur ce plan, le Canada doit reconnaître l'importance de la collaboration en matière de recherche, du recrutement de membres des corps étudiant et professoral et de la mobilité étudiante bidirectionnelle. Universités Canada exhorte AMC à harmoniser les programmes du Canada en matière de recherche et d'éducation internationale afin d'appuyer l'excellence en recherche et en innovation. Tenir compte de tous les aspects de l'éducation internationale est essentiel à la mise en place d'une « Équipe Canada » qui connaîtra du succès.

Comme plusieurs de ces aspects relèvent de différents ministères, l'association incite AMC à collaborer avec IRCC, Emploi et Développement social Canada et Innovation, Sciences et Développement économique Canada pour faire progresser ces priorités. Universités Canada se réjouit à l'idée de poursuivre son étroite collaboration avec AMC afin d'élaborer une nouvelle Stratégie en matière d'éducation internationale qui permettra au Canada de demeurer l'un des pays de destination les plus prisés par les membres des corps étudiant et professoral et du milieu de la recherche.

Le milieu universitaire est un pilier essentiel de la compétitivité internationale à long terme du Canada. Il est essentiel qu'un soutien accru et continu soit offert au milieu universitaire dans le cadre de la nouvelle Stratégie en matière d'éducation internationale afin de préserver la réputation de la marque ÉduCanada sur la scène mondiale. L'Australie, par exemple, accorde la priorité au recrutement d'étudiantes et étudiants dans les universités publiques afin d'équilibrer son système international, et incite les gens à suivre des programmes d'études de longue durée plutôt que d'intégrer rapidement le marché du travail. Universités Canada invite AMC à se servir des politiques efficaces des pays concurrents à titre d'exemple ainsi qu'à tirer des leçons de l'histoire de l'internationalisation au Canada.

Annexe A

- [1] Universités Canada, 2023
- [2] Le Conference Board du Canada, 2014
- [3] Statistique Canada, De la recherche aux connaissances : L'immigration comme source de main-d'œuvre, juin 2022
- [4] Statistique Canada, Les étudiants étrangers comme source de main-d'œuvre : transition vers la résidence permanente, 2021
- [5] Times Higher Education, 2023
- [6] Times Higher Education, 2023
- [7] Global Skills Opportunity, 2023
- [8] Expérience compétences mondiales, 2023
- [9] Expérience compétences mondiales, 2023
- [10] Étudesuniversitaires. ca, 2023
- [11] Universités Canada, 2023
- [12] Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, 2022
- [13] Statistique Canada, 2021
- [14] Données d'IRCC sur les taux d'approbation et de refus des demandes de permis d'études
- [15] Institut du Québec, Attraction et rétention des étudiants étrangers au Québec, May 2023
- [16] Statistique Canada, 2022
- [17] Campus France, 2022
- [18] Bourses canadiennes de développement international 2030, 2023
- [19] Affaires universitaires, 2018
- [20] Équipe de découvertes médicales de Memory Keepers, 2023